

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

OBJET DU MARCHÉ :

MARCHE DE PRESTATIONS DE CONSEILS
JURIDIQUES POUR LA CCI NCA, LA SAS VP GOLFE-
JUAN, LA SAS GALLICE 21, LA SAS VAUBAN 21, LA
SCI CAMPUS ET L'ECOLE 42

5 LOTS

PROCÉDURE

>>> Marché à procédure
adaptée

GROUPEMENT DE COMMANDES entre :

- La Chambre de
Commerce et d'Industrie Nice –
Côte d'Azur
- SAS VP GOLFE JUAN
- SAS Gallice 21
- SAS Vauban 21
- SCI Campus
- L'Ecole 42

Coordonnateur :

La Chambre de Commerce et
d'Industrie Nice – Côte d'Azur

*Prise en qualité de Pouvoir
Adjudicateur*

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

3

ARTICLE 2 – NATURE DES PRESTATIONS

4

2.1 Nature des prestations du lot 1 : prestations de conseils juridiques en droit public :

4

2.2 Nature des prestations du lot 2 : Prestation de conseils juridiques en droit maritime et portuaire

4

2.3 Nature des prestations du lot 3 : prestations de conseils juridiques en droit pénal et droit de la presse

4

2.4 Nature des prestations du lot 4 : Prestations de conseils juridiques en droit de la propriété intellectuelle et protection des données

4

2.5 Nature des prestations du lot 5 : Prestation de conseils juridiques en application de la Loi Sapin 2 « dispositif anticorruption »

5

ARTICLE 1.1 : Modalités de mise en œuvre des conseils

5

ARTICLE 1.2 : PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

6

ARTICLE 1.3 : Frais de déplacement, repas et hébergement

6

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet des prestations de conseils juridiques pour le compte de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur (CCI NCA), la SAS VP Golfe-Juan, la SAS Gallice 21, la SAS Vauban 21, la SCI Campus et l'Ecole 42 pour les lots de 1, 3, 4 et 5.

Lot 2 : marché en groupement entre la CCI NCA la SAS VP Golfe-Juan, la SAS Gallice 21, la SAS Vauban 21.

Le présent marché est dévolu en 5 lots suivants :

- Lot 1 : Prestations de conseils juridiques en droit public : Contrats publics, domanialité publique, droit administratif général, droit public des affaires
- Lot 2 : Prestations de conseils juridiques en droit maritime et portuaire
- Lot 3 : Prestations de conseils juridiques en droit pénal et droit de la presse
- Lot 4 : Prestations de conseils juridiques en droit de la propriété intellectuelle et protection des données
- Lot 5 : Prestation de conseils juridiques en application de la Loi Sapin 2 « dispositif anticorruption »

La CCINCA agissant en tant que coordinateur d'un groupement de commande.

Les prestations de conseil juridique consistent à assister les entités dans les matières de droit visées dans le CCTP du présent marché, pour :

- La réponse à des questions juridiques simples, par téléphone ou par consultation écrite,
- La réponse à des questions juridiques complexes,
- La rédaction et/ou la validation des actes administratifs unilatéraux ou contractuels, y compris les montages institutionnels ou contractuels complexes,
- L'assistance aux réunions de travail et l'assistance et/ou la conduite d'éventuelles négociations pour leur compte.

Il s'agit d'un marché de services juridiques soumis à une procédure adaptée (3° de l'article R. 2123-1) prévu aux articles R. 2123-4 à R. 2123-7 du CCP.

Définition du degré d'urgence des livrables :

Les commandes sont classifiées en fonction de leur urgence et de leur importance selon la nomenclature suivante :

- Degré d'urgence 1 : mission particulièrement urgente nécessitant une réactivité maximale du prestataire. Elle fait l'objet d'un traitement quasi immédiat.
- Degré d'urgence 2 : mission urgente. Elle fait l'objet d'un traitement sous 72 heures maxi.
- Degré d'urgence 3 : mission de moindre urgence. Elle fait l'objet d'un traitement sous 8 jours calendaires maxi.

- Degré d'urgence 4 : mission sans urgence particulière. Elle fait l'objet d'un traitement sous 15 jours calendaires maxi.

Dans chacune des quatre hypothèses susmentionnées, les entités se réservent le droit de modifier les délais de réponse.

ARTICLE 2 – NATURE DES PRESTATIONS

2.1 Nature des prestations du lot 1 : prestations de conseils juridiques en droit public :

Les domaines concernés pour des prestations juridiques en conseil, pour le lot 1, sont, notamment et de manière non exhaustive :

- Marchés publics,
- Délégation de service public,
- Domanialité publique,
- Droit administratif général,
- Droit public des affaires....

2.2 Nature des prestations du lot 2 : Prestation de conseils juridiques en droit maritime et portuaire

Les domaines concernés pour des prestations juridiques en conseil, pour le lot 4, sont, notamment et de manière non exhaustive :

- Droit maritime
- Droit portuaire (de la plaisance)

2.3 Nature des prestations du lot 3 : prestations de conseils juridiques en droit pénal et droit de la presse

Les domaines concernés pour des prestations juridiques en conseil, pour le lot 3, sont, notamment et de manière non exhaustive :

- Droit pénal,
- Droit de la presse (diffamation, injures publiques, ...)

2.4 Nature des prestations du lot 4 : Prestations de conseils juridiques en droit de la propriété intellectuelle et protection des données

Les domaines concernés pour des prestations juridiques en conseil, pour le lot 4, sont, notamment et de manière non exhaustive :

- Droit de la propriété intellectuelle,
- Droit de la protection des données.

2.5 Nature des prestations du lot 5 : Prestation de conseils juridiques en application de la Loi Sapin 2 « dispositif anticorruption »

Les domaines concernés pour des prestations juridiques en conseil, pour le lot 4, sont, notamment et de manière non exhaustive :

- Lutte anticorruption,
- Lutte contre le trafic d'influence.

ARTICLE 1.1 : Modalités de mise en œuvre des conseils

Les consultations sont les réponses adressées à la CCI NCA qui en fait la demande, dans le cadre du présent contrat par courriels, télécopie ou courrier en dehors de tout contentieux.

Si les questions posées nécessitent une expertise plus approfondie, sur justificatifs, le titulaire en informe l'acheteur CCI NCA, laquelle décidera s'il y a lieu d'accorder un délai supplémentaire.

Chaque consultation contient un rappel des faits portés à la connaissance du titulaire, un rappel des textes et, le cas échéant, de la doctrine et de la jurisprudence applicables au cas d'espèce et se termine soit par une demande de renseignements complémentaires, soit par une recommandation formelle.

Après réception de sa consultation, la CCI NCA, disposera d'une assistance téléphonique qui lui permettra de demander au titulaire traitant le dossier des renseignements complémentaires ne donnant pas lieu à une facturation.

ARTICLE 1.2 : PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Il est précisé que le titulaire présentera ses notes d'honoraires dans les conditions suivantes.

- Consultations juridiques et assistance pour la rédaction d'actes juridiques :

Présentation d'une facture note d'honoraire détaillée en application des prix unitaires énoncés dans le BPU en fonction des bons de commandes émis.

ARTICLE 1.3 : Frais de déplacement, repas et hébergement

Les prix relatifs à cet article sont fermes.

En ce qui concerne les frais de déplacements/ hébergement, ceux-ci seront remboursés sur présentation d'une facture séparée HT et TTC, accompagnée des justificatifs sur la base d'un courrier à l'entête du titulaire les détaillant (type de frais, lieu du déplacement notamment), signé et indiquant le numéro du marché et du lot concerné, le nom de l'affaire des montants HT et TTC, outre le taux de TVA, et sous réserves de production des justificatifs.

En ce qui concerne le transport en voiture, les indemnités kilométriques seront remboursées sur la base du barème fiscal de ces indemnités pour l'année en cours, publié dans les Instructions fiscales (ex : instruction fiscale n°5 F-5-07 n°15 du 30 janvier 2007).